

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 Avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

Nanterre, le 18/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MAZEAU RECYCLAGE SAS**

28 rue Jules Vallès  
93400 ST OUEN

Dossier : 2014/0155  
Code AIOT : 0006517644

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT : 0006517644
- Régime : Autorisation

L'entreprise MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des observations de la précédente inspection du 26/01/2021;
- Actualisation des garanties financières;
- Contrôles périodiques réalisés et surveillance des émissions;
- Suivi des rejets aqueux;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nature de l'installation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	24 heures
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
12	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.7	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
17	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.4.1	Lettre de suite préfectoral	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
18	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
20	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Lettre de suite préfectoral	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
21	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
22	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
23	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
26	Pollution hydrocarburée	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.3	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.3.2	/	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.4.2	/	Sans objet
16	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.1.4	/	Sans objet
19	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.2.3	Lettre de suite préfectoral	Sans objet
24	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.6	/	Sans objet
25	Travaux d'oxydécoupage	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a relevé 19 non-conformités dont un certain nombre devraient se régulariser prochainement d'après les informations transmises par l'exploitant (devis, contrats, etc.). Il ressort

également que l'installation a augmenté son volume d'activité et dépasse les seuils autorisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015/142 du 03/08/15 (volume de déchets métalliques entrant, consommation d'eau, etc.)

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui peuvent être réceptionnés sur le site sont des déchets métalliques non dangereux et des déchets non dangereux inertes issus de chantiers de déconstruction . Les flux annuels correspondent respectivement à 30 000 t/an et 50 000 t/an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection qu'il n'y a pas eu de changement dans ces volumes d'activités. Cependant, la quantité de déchets métalliques réceptionnés en 2021 est de 36 083 tonnes ce qui représente un dépassement de plus de 20% de la quantité autorisée à savoir 30 000 tonnes par an. Si l'exploitant souhaite réceptionner une quantité de déchets supérieure alors il devra déposer un porter à connaissance auprès du préfet conformément à l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement.
<b>Observations :</b> Il a été rappelé à l'exploitant que, suite à un changement de la nomenclature, la rubrique 2713-1 est soumis depuis 2018 à l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement [...]
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Actualisation GF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un tableur informatique comprenant le calcul du montant des garanties financières réactualisés. Cependant, aucune attestation de garanties financières n'a été transmise à l'inspection des installations classées. L'exploitant informe l'inspection être en attente du retour de l'organisme bancaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place en périphérie de l'installation, un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Les fréquences de surveillance sont a minima les suivantes :		
Paramètre	Périodicité d'autosurveillance	Contrôle par un organisme agréé
Poussières	trimestrielle	Annuel
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le dernier rapport réalisé à savoir un rapport de mesures de retombées des poussières daté de novembre 2020 réalisé par le bureau d'études ITGA. L'exploitant transmet un devis signé du 20/07/22 pour la réalisation de nouvelles mesures de retombées des poussières. L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de mesures de retombées de poussières par un organisme agréé. L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de la prochaine campagne de mesures. De plus, l'exploitant ne réalise pas une autosurveillance trimestrielle. Cependant, au vu du devis signé transmis, cette situation tend à être régularisée prochainement.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

**N° 4 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection		
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet les informations concernant sa consommation d'eau mensuelle. Ces données sont issues de ses factures de consommation d'eau. Cependant, ces données sont trimestrielles et non mensuelles.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois		

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des eaux issues du rejet n°1 est réalisé par un laboratoire agréé, une fois par an, préférentiellement sur un échantillon moyen 24h en sortie du décanteur/déshuileur principal et durant un épisode pluvieux. Il porte sur les paramètres de l'article 4.3.9 à l'exception des paramètres énoncés ci-après. En cas de prélèvement instantané, aucun résultat ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite. Pour les polluants énumérés ci-après, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.	
Polluants	Fréquence
DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum mensuelle ;</li> <li>- si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 4.3.9, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum trimestrielle;</li> <li>- si, pendant une période supplémentaire de douze mois continus (soit au total vingt-quatre mois continus), les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 4.3.9, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum semestrielle ;</li> <li>- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 4.3.9, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum mensuelle pendant douze mois continus.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de surveillance mensuels réalisés par le laboratoire agréé CERECO pour la période de janvier 2021 à mai 2022. Il a également transmis le rapport de surveillance annuel réalisé par CERECO en septembre 2021. Tous les polluants mentionnés dans l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2015 ont bien été analysés.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

## N° 6 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</li> <li>- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;</li> <li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li> <li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesurage acoustique du 18 juillet 2022 réalisé par le bureau d'études Slam acoustique. Ce rapport conclut que le site respecte la réglementation en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas déclaré en 2022 sur le registre des émissions de polluants et des déchets les émissions polluantes de son installation pour le compte de l'année 2021. Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008, la déclaration pour l'année 2021 aurait dû être faite avant le 31/03/22. L'exploitant a informé l'inspection avoir voulu réaliser cette déclaration fin juin, donc hors délai, mais que celle-ci n'a pas pu être validée sur la plateforme GEREP. Aussi, l'exploitant devra procéder à la déclaration sur le registre des émissions de polluants et des déchets les émissions polluantes de son installation pour le compte de l'année 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



## N° 8 : Protection des ressources en eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.1.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommations d'eau		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel
Réseau public	Gennevilliers	220 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis ses factures de consommation d'eau indiquant le volume consommé. Au vu de ces informations, la consommation d'eau estimée est d'environ 1500 m <sup>3</sup> sur un an ce qui est environ 7 fois plus que la consommation d'eau autorisée. L'exploitant informe l'inspection que cette consommation a augmenté à la suite de la mise en place d'un brumisateuse afin de limiter l'envol des poussières de leur activité de concassage/broyage. L'épisode de sécheresse sévère que traverse le pays nécessite de limiter au maximum la consommation d'eau et de respecter scrupuleusement les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. En conséquence, l'exploitant devra réduire sa consommation d'eau pour respecter les dispositions de son AP. Si il souhaite augmenter cette consommation au delà de 220 m <sup>3</sup> par an, il devra déposer un porter à connaissance auprès du préfet conformément à l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement pour demander l'augmentation de la consommation d'eau avec tous les éléments d'appréciation.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		
<b>Proposition de délais :</b> 24 heures		

## N° 9 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.4.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec le reseau d'assainissement		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.		
<b>Constats :</b> Une vanne de coupure du réseau d'eau est présente à l'entrée du site. Son emplacement est identifiée via un affichage.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**N° 10 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <p>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</p> <p>les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</p> <p>les secteurs collectés et les réseaux associés</p> <p>les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</p> <p>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un plan qui ne contient pas l'ensemble des éléments mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2015.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[..]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence[...].</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une flaque d'eau (eaux pluviales) relativement importante (d'au moins 4 cm de profondeur) à proximité de l'estacade. Cette eau est située au niveau de tas de déchets métalliques.</p> <p>D'après les informations transmises, cette eau est censée s'écouler dans l'avaloir. L'exploitant précise à l'inspection que cette évacuation prend un peu de temps suite à la mise en place de tôles de protection de la dalle.</p> <p>En l'état, l'inspection a constaté que cette eau pluviale potentiellement polluée ruisselle jusque dans la Seine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

N° 12 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décanteurs-séparateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version novembre 2007 ou version ultérieure) ou à tout autre norme européenne ou internationale. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée.  Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis des bordereaux de suivi des déchets concernant des eaux hydrocarburées et des boues hydrocarburées. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et l'attestation de conformité à la norme. De plus, l'exploitant n'a pas pu confirmer que la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur a été faite lors des vidanges. L'exploitant devra transmettre à l'inspection les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, leur attestation de conformité à la norme et les bordereaux de suivi de déchets dangereux résultant de ces opérations de nettoyage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 13 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des effluents liés aux installations soumises à la rubrique 2515
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Il est interdit de rejeter les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 qui doivent être intégralement réutilisés sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du site, il semblerait que les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 ne soient pas réutilisés sur le site, ce que l'exploitant a confirmé. L'exploitant devra mettre en place des actions correctives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
<b>Constats :</b> D'après les rapports d'analyse mensuel transmis par l'exploitant concernant ses rejets d'eau, il a été mis en évidence des non-conformités relatives à la mesure du pH. Pour l'année 2021 au total, il a été observés 3 non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.9.1																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE																							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																							
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Matières en suspension</td><td>35</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>125</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Indice phénols</td><td>0,3</td></tr> <tr> <td>Chrome exavalent</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Cyanures totaux</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>AOX</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Arsenic</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Métaux totaux</td><td>15</td></tr> </tbody> </table>		Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Matières en suspension	35	DCO	125	DBO5	100	Hydrocarbures totaux	10	Indice phénols	0,3	Chrome exavalent	0,1	Cyanures totaux	0,1	AOX	5	Arsenic	0,1	Métaux totaux	15
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)																						
Matières en suspension	35																						
DCO	125																						
DBO5	100																						
Hydrocarbures totaux	10																						
Indice phénols	0,3																						
Chrome exavalent	0,1																						
Cyanures totaux	0,1																						
AOX	5																						
Arsenic	0,1																						
Métaux totaux	15																						
<p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière.</p> <p>Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>																							
<b>Constats :</b> D'après les rapports d'analyses mensuels transmis par l'exploitant concernant les eaux rejetées, il a été mis en évidence des dépassements des seuils autorisés pour 9 mois durant l'année 2021. Ces dépassements concernent les MES et la ST-DCO. Par exemple, en mars 2021 il a été mesurée une concentration de 1300 mg/L pour les MES au lieu de 35 mg/L réglementaire prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a transmis des BSDD concernant l'évacuation d'eaux hydrocarbonnées et de boues hydrocarbonnées faisant suite à ces dépassements. Cependant, aucun BSDD n'a été transmis pour certains dépassements tel que le dépassement d'août et de décembre 2021. L'exploitant devra mettre en place des actions correctives pour faire baisser sensiblement la concentration en MES des eaux résiduaires.																							
<b>Observations :</b> La méthode ST-DCO de mesure de la DCO n'est pas adaptée pour des effluents très chargés en MES.																							
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																							
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																							
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois																							

**N° 16 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 71.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gardiennage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Le site sera surveillé en permanence 24h/24, afin d'empêcher toute personne étrangère à l'activité de pénétrer à l'intérieur du site et de ses installations.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé. Son entrée se fait via un portail. De plus, un système de surveillance vidéo est en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<b>Constats :</b> L'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution visible lors de l'inspection ne sont pas sur rétention. En effet, des cuves contenant apparemment de l'adblue sont stockées sur des palettes.
<b>Observations :</b> Cette prescription a fait l'objet d'une non-conformité suite à la visite du 21/01/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 18 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification de son installation électrique réalisé par SOCOTEC lors de leur contrôle du 01/12/21. Ce rapport fait état de 11 non-conformités qui ont déjà fait l'objet d'un signalement lors d'un précédent rapport. La plupart des non-conformités correspondent à la présence de disjoncteurs dont les pouvoirs de coupure sont insuffisants. L'exploitant a expliqué que lors de la construction du site, il y a eu des malfaçons au niveau de son installation électrique et qu'un dossier auprès de son assurance a déjà été déposé. L'exploitant a précisé que des travaux sont prévus à court terme et il a transmis à l'inspection un devis signé du 29/04/2022 concernant des travaux de mise aux normes de son installation électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 19 : Extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une copie de son registre de sécurité. Les extincteurs présents sur le site ont été contrôlés le 26/01/22. De plus, les 2 extincteurs vérifiés aléatoirement lors de cette inspection ont bien été contrôlés en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 20 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
<b>Constats :</b> Aucune consigne concernant les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution n'a été présentée par l'exploitant. La non-conformité de la précédente inspection du 26/01/2021 est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 21 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériaux de démolition réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux inertes sont mis en tas sur l'aire d'entreposage dédiée, en attente de broyage/criblage ou d'expédition. Les tas ont un diamètre d'environ 10 m et une hauteur maximale de 4m environ. Au maximum 11 tas sont constitués.
<b>Constats :</b> Les tas de matériaux inertes ont une hauteur bien supérieure à 4 mètres. En effet, la hauteur d'un de ces tas a été mesurée à 12 mètres. De plus, un tas déborde du mur de son aire d'entreposage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 22 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ferrailles réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ferrailles admises sur le site, en attente de cisailage sont mises en tas sur l'aire d'entreposage dédiée . Les tas ont un diamètre d'environ 10 m et une hauteur maximale de 4m environ. Au maximum 5 tas sont constitués.  La durée d'entreposage des ferrailles ne dépasse pas un an.
<b>Constats :</b> Certains tas de ferrailles en attente de cisailage ont une hauteur bien supérieures à 4 mètres.
<b>Observations :</b> Ce point avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/10/2019. Cette mise en demeure avait été levée suite à l'inspection du 21/01/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 23 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ferrailles pressées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ferrailles pressées sont mises en tas. Les tas ont un diamètre d'environ 10 m et une hauteur maximale de 4m environ. Au maximum sont constitués : 4 tas en sortie de presse 5 tas sur l'aire d'expédition
<b>Constats :</b> Les tas de ferrailles pressés ont une hauteur bien supérieure aux 4 mètres. En effet, la hauteur d'un de ces tas a été mesurée à 14 mètres. L' exploitant informe l'inspection que la conjoncture économique actuelle fait qu'il stocke cette ferraille pour ne pas la vendre à perte. L'inspection des installations classées considère que la conjoncture économique ne justifie en rien le non respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Observations :</b> Ce point a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 02/10/19. Cette mise en demeure a été levée suite à l'inspection du 21/01/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 24 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets non dangereux non inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entreposage des pièces de bois forme un tas sur l'aire prévue à cet effet. Le tas a une emprise de 100 m <sup>2</sup> au sol et ne dépasse pas 3 m de hauteur. Les autres déchets non dangereux non inertes en mélange (morceaux de bois, plastiques, papiers/cartons, verre...) sont triés et entreposés dans 8 bennes dédiées à cette effet dans la zone de stockage des déchets, en attente de leur évacuation pour traitement .
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté la présence d'un tas dédié à entreposer des pièces en bois. De plus, aucune benne n'a été identifiée lors de cette inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 25 : Travaux d'oxydécoupage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des bouteilles d'oxygène
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bouteilles d'oxygène sont stockées à l'écart des bouteilles de gaz combustible (propane). La distance minimale est de 6m. Si cette distance ne peut être respectée, un mur haut de 1,50 m et résistant au feu pendant au moins ½ heure séparera les lieux de stockage. Un extincteur approprié au risque est disposé sur l'aire de découpage au chalumeau.
<b>Constats :</b> Aucune bouteille de gaz (ex: propane) n'a été identifiée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;</li> <li>• limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>• respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après</li> <li>• la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de cette inspection, il a été constaté la présence de plusieurs flaques, plus ou moins importantes, liées à un déversement ou une fuite d'hydrocarbures. La flaques la plus importante se situe sous et en périphérie d'un tas de déchets métalliques. Ces flaques ont été seulement partiellement recouvertes de sable mais ne font pas l'objet d'un traitement complémentaire (récupération etc.). A la fermeture du site avant le week-end, ces flaques étaient toujours présentes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois